

Gaspard Lion, *Incertaine demeure. Enquête sur l'habitat précaire*, Paris, Bayard, 2015

Maulde Urbain-Mathis



Édition électronique

URL : <http://socio-anthropologie.revues.org/2084>
ISSN : 1773-018X

Éditeur

Publications de la Sorbonne

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2016
Pagination : 213-215
ISBN : 978-2-85944-963-6
ISSN : 1276-8707

Référence électronique

Maulde Urbain-Mathis, « Gaspard Lion, *Incertaine demeure. Enquête sur l'habitat précaire*, Paris, Bayard, 2015 », *Socio-anthropologie* [En ligne], 33 | 2016, mis en ligne le 02 novembre 2016, consulté le 21 février 2017. URL : <http://socio-anthropologie.revues.org/2084>

Ce document a été généré automatiquement le 21 février 2017.

© Tous droits réservés

Gaspard Lion, *Incertaine demeure.* *Enquête sur l'habitat précaire, Paris,* Bayard, 2015

Maulde Urbain-Mathis

- 1 Les travaux de Gaspard Lion portent depuis cinq ans sur l'habitat précaire. Par le biais d'une enquête ethnographique sur trois terrains de recherche (les bois de Vincennes, un camping municipal et une place publique au cœur de la capitale), le chercheur met en lumière les parcours et les pratiques, fortement méconnus et ignorés par les pouvoirs publics, de ceux qui habitent dans des espaces qui n'étaient pas destinés à un usage résidentiel.
- 2 Dans cet ouvrage, c'est à travers une série de portraits d'habitants que Gaspard Lion donne à voir l'invisible. D'une part, ces habitants sont en effet catégorisés de « SDF » ou « clochards » dans les représentations collectives, expressions stigmatisantes et englobantes employées pour désigner des réalités qui n'ont rien d'homogène. D'autre part, ils sont invisibles sur le plan politique : les explications psychologisantes et individualisantes de la misère masquent les données structurelles (la « crise » du logement et le chômage de masse qui précarisent les membres des classes populaires), et sociales (la désaffiliation), et empêchent de percevoir leur installation dans des espaces publics comme un geste de protestation en faveur du droit au logement.
- 3 Et pourtant, sous les toiles de tentes, et les toits des cabanons, mobile-homes ou caravanes, les habitants ne sont pas les êtres passifs et désocialisés dont les pouvoirs publics brossent le portrait. Leur installation dans ces lieux peut être au contraire interprétée comme un acte « infrapolitique¹ », un acte de résistance contre les réponses inconfortables et insuffisantes qui leur sont proposées. Si le récit des différents parcours pointe l'hétérogénéité de cette catégorie d'habitants et les microdistinctions qui s'opèrent en fonction des ressources et des trajectoires résidentielles de chacun (distinctions entre les plus captifs et les moins contraints sur le marché résidentiel qui se cristallisent dans l'occupation de l'espace du camping dans la troisième partie de

l'ouvrage), tous les habitants ont bel et bien été privés de logement à un instant de leur parcours. Exclue durablement du logement social, pour certains lassés d'être les usagers « passifs » de politiques d'« insertion » inefficaces pour leur procurer un logement, tous ont choisi (un choix contraint) d'habiter dans ces espaces. À travers le récit du quotidien de ces habitants, il est possible de saisir ce qu'habiter signifie : avoir une intimité, s'approprier un espace, le modifier, le construire, le défendre, posséder des objets, ou même avoir des échanges de voisinage, autant d'aspects de l'habiter qui sont impossibles à mettre en œuvre dans « la rue » ou les centres d'hébergement d'urgence. Dans ces abris, les habitants trouvent des refuges, sont en mesure de se reconstruire un « chez-soi ». Pour habiter, ils déploient au quotidien un ensemble de stratégies, de savoir-faire et de ressources : les échanges de service entre voisins, les réseaux fondés sur les dons et contre-dons, les rétentions d'informations à l'égard des pouvoirs publics, les ressources culturelles, l'adaptation aux échanges avec les habitants des beaux quartiers parisiens, la maîtrise des normes, la connaissance de ses droits...

- 4 Le point de vue défendu dans cet ouvrage vise à rompre avec des approches misérabilistes en mettant en avant les marges d'autonomie, aussi minces soient-elles, et les ressources dont disposent les dominés. Si le récit de tous ces parcours se révèle en soi très riche et contribue à rendre leur voix à ceux qui sont réduits au silence, Gaspard Lion ne s'arrête pas là. Il s'attache en effet à montrer comment la construction du problème public de l'« habitat indigne » participe à stigmatiser ces habitants.
- 5 La notion d'« habitat indigne », inscrite dans la loi depuis mars 2009, désigne les habitats précaires. Sous couvert d'éliminer l'« habitat indigne », sont détruits ce qui a pris valeur de refuge pour ces habitants, alors même que les conditions de la « crise » du logement ne sont pas remises en question : d'une part les classes populaires sont précarisées, d'autre part le prix de l'immobilier grimpe, le parc social diminue et l'immobilier constitue un placement avantageux pour les plus aisés. Les pouvoirs publics s'attachent ainsi à éradiquer les effets plus que les causes. Cette manière de formuler le problème public illégitime les habitats précaires et ceux qui les ont construits. Les habitants sont amenés à devenir les « victimes » et les « coupables » dans les représentations et discours, des êtres irrationnels et privés de droits dont la conduite « indigne » justifie que les décisions soient prises pour eux. Gaspard Lion offre ici une nouvelle illustration du triomphe de l'idéologie néolibérale qui imprègne aujourd'hui les politiques publiques : la remise en cause des logiques de marché est proscrite au profit d'explications se focalisant sur l'individu et ses « manques² ».
- 6 En conclusion, l'auteur invite à se questionner sur le statut que l'on peut accorder à ces habitats. Certaines associations militent pour qu'ils soient reconnus comme des logements, reconnaissance qui permettrait d'ouvrir des droits aux habitants (aide personnalisée au logement) et de les protéger contre des abus de pouvoir. Cependant, cela n'amènerait-il pas les pouvoirs publics à se décharger de leurs responsabilités en matière de logement ? La question de la reconnaissance de ces habitats reste ouverte, mais cette option permettrait d'offrir, c'est certain, une plus grande sécurité aux habitants des « demeures incertaines ».

NOTES

1. L'auteur fait référence à J. C. Scott, qui a défini le concept d'infrapolitique comme « une grande variété de formes discrètes de résistance qui n'osent pas dire leur nom », mettant en garde contre la tentation de réduire la conception du politique aux activités qui sont déclarées ouvertement comme telles, point de vue qui tend à passer sous silence les activités politiques des plus dominés (Scott J. C., *La domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*, traduit par O. Ruchet, Paris, Éditions Amsterdam, 2008, p. 33).
 2. Mauger G., « Les politiques d'insertion [Une contribution paradoxale à la déstabilisation du marché du travail] », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 136-137, mars 2001, *Nouvelles formes d'encadrement*, p. 5-14.
-

AUTEUR

MAULDE URBAIN-MATHIS